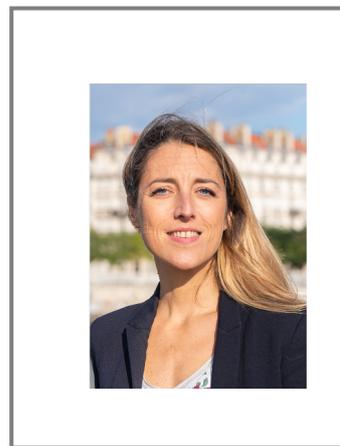


Gaëlle MARTI

Université Jean Moulin Lyon 3
Faculté de Droit (Quais) – EDIEC
1C avenue des Frères Lumière
CS 78242 - 69372 LYON Cedex 08
gaelle.marti@univ-lyon3.fr

**PROFESSEURE DE DROIT PUBLIC**

Université Jean Moulin Lyon 3

Directrice du Centre d'Etudes Européennes (CEE/EDIEC EA4185, Université Jean Moulin Lyon 3)
Responsable du Master Droit européen des droits de l'Homme, Université Lyon 3

FONCTIONS, TITRES ET DIPLOMES

- 2014/... **Professeure de droit public, Université Jean Moulin Lyon 3**
- 2010/2013 Maître de conférences en droit public, Université de Lorraine
- 2009 Doctorat en droit public de l'université Nancy 2 (sujet de thèse : « Le pouvoir constituant européen », dir. D. Ritleng, Prix de thèse de la Faculté de Droit, Sciences économiques et gestion de Nancy)
- 2008/2010 Chargée d'enseignements à Sciences-Po Nancy et à Sciences-Po Paris
Assistante de justice à la Cour administrative d'appel de Nancy
- 2003/2008 Allocataire-moniteur puis ATER en droit public à la Faculté de Droit de Nancy
- 2003 D.E.A. de droit communautaire (mention très bien, major de promotion), Centre Européen Universitaire de Nancy – Université Nancy 2
- 2000 Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg, section Relations Internationales (mention bien)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES ET EDITORIALES

- Directrice adjointe (2017/2021) puis **Directrice (depuis 2021), du Centre d'Etudes européennes (CEE/EDIEC EA 4185, Université Jean Moulin Lyon 3).**
- **Membre élue de la Commission Recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3**
- **Membre du Comité exécutif de la Chaire Lyonnaise pour les droits de l'Homme, fondation créée entre le Barreau de Lyon et l'Université de Lyon**
- **Co-responsable de l'axe « genre » de la Maison des Sciences de l'Homme de Lyon Saint-Etienne depuis 2021**
- **Membre élue au Conseil d'administration de l'AFEE (Association Française d'Etudes Européennes) depuis 2021.**
- **Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa* depuis 2014**
- Organisation d'évènements scientifiques :

Mars 2022 : Direction scientifique de la Semaine de l'Europe : cycle « Europe et cinéma » (projection-débat des films nominés pour le prix LUX du Parlement européen), table ronde « La régulation des plateformes en Europe », ateliers citoyens participatifs sur l'UE.

Mars 2022 : colloque international et interdisciplinaire droit/arts du spectacle « Violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge » en partenariat avec les université Lyon 3, Lyon 2, la commission droits de l'Homme du Barreau de Lyon et le théâtre de la Croix-Rousse (co-Dir. B. Hamidi)

Janvier 2022 : Journée sur l'état de l'Union (co-Dir. B. Le Baut Ferrarese, L. Robert et E. Durand)

Juin 2021 : conférence « Regards croisés sur les juridictions régionales », Université Lyon 3, 15 juin 2021 (co-Dir. J. Ferrer.

Juin 2019 : congrès annuel de la CEDECE sur « Démocratie et marché » (co-Dir. E. Carpano)

Janvier 2019 : Journée sur l'Etat de l'Union

Octobre 2017 : colloque du CEE (Université Lyon 3) sur « L'exception en droit de l'Union européenne » (co-Dir. E. Carpano)

Octobre 2015 : Colloque de l'IRENEE (Université de Lorraine) sur « le Droit à l'Etat » (co-Dir. J.-D. Mouton, S. Pierré-Caps et T. Fleury-Graff)

Octobre 2014 : Journée d'études du Centre européen universitaire (Université de Lorraine) sur les « 50 ans de l'arrêt Costa c/ ENEL » (co-Dir. Y. Petit)

- Portage et/ou participation à des projets de recherche :

2022 : porteuse du projet de recherche interdisciplinaire en droit et arts du spectacle REPAIR : « violences sexuelles : changer les représentations, repenser les prises en charge » (financement : projet Bourgeon, université Lyon 3)

2019/2022 Membre du Jean Monnet Network MAPS (Migration and Asylum Policies and Systems) porté par le Prof. G. Cataldi de l'université de Naples « L'orientale »

2017/2020 : Partenaire associée à la Chaire Jean Monnet DMOCRIS (Démocratie et intégration dans une Union en crise) portée par le Prof. E. Carpano (2017/2020)

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- **Responsable du Master Droit européen des droits de l'Homme, Université Jean Moulin Lyon 3 (2019/...)**

- **Membre du comité de pilotage de la clinique juridique de la Faculté de Droit de l'université Lyon 3 (2021/...)**
- **2021 : membre du jury de l'oral du Concours du Barreau de Lyon**
- Responsable du Master 1 Droit européen, Université Jean Moulin Lyon III (2016/2019)
- Responsable du Master 1 Droit public général, Université Jean Moulin Lyon III (2015/2016)
- Responsable du Master 2 Droit de la construction européenne - parcours professionnel, Centre européen universitaire de Nancy, Université de Lorraine (2013/2018)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- **Membre élue de la Commission Recherche de l'Université Lyon 3 (2021/...)**
- **Présidente de la Section de discipline – Enseignants (2021/...)**
- **Membre du collège d'experts de Droit public de l'Université Lyon 3 (2016/...)**
- Membre du bureau de la Section Droit public de la Faculté de Droit, Université Lyon 3 (2016-2020)
- Membre du Conseil du Laboratoire IRENEE, Université de Lorraine (2010-2014)
- Responsable de l'encadrement des doctorants de l'IRENEE (2010/2014)
- Membre élue du Conseil du Pôle scientifique SJPEG de l'Université de Lorraine (2010/2014)
- Membre élue du Conseil d'administration du Centre européen universitaire de Nancy (2010/2014)
- Direction de thèses et de mémoires de master 2

ACTIVITES D'EXPERTISE

- 2020/2021 : membre du panel d'experts de l'agence européenne l'Association des régions frontalières européennes (ARFE) mandatée par la Commission européenne pour expertiser les obstacles administratifs et juridiques à la coopération transfrontalière en Europe (programme « b-solutions »).
- Expertise pour l'Université Franco-Allemande (évaluation des candidatures pour les universités d'été et d'hiver de l'UFA, campagne 2015/2016)
- 2009/2011 : collaboratrice externe auprès de la SCP Potier de la Varde – Buk Lament (avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation)

DIVERS

- Langues : anglais (*proficiency level*)
- **Prix Suzanne Zivi de l'Académie Stanislas** (jeunes chercheurs en sciences juridiques, 2013)

PUBLICATIONS

THESE

G. MARTI, *Le pouvoir constituant européen*, préf. Dominique Ritleng, Bruxelles, Bruylant, 2011, 832 pages.

OUVRAGES

G. MARTI, *Les grandes notions du droit européen*, en cours de rédaction, à paraître aux PUF en 2022.

E. CARPANO, G. MARTI (Dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 474 pages.

E. CARPANO, G. MARTI (Dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, collection droits européens, 376 pages.

F. GRABIAS, G. MARTI et L. SEUROT (Dir.), *Le fait religieux en droit public*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2014, 328 pages.

CONTRIBUTIONS A DES OUVRAGES COLLECTIFS - ACTES DE COLLOQUES

« Les instruments normatifs de la politique du numérique », in B. Bertrand (Dir.), *La politique européenne du numérique*, à paraître aux éditions Larcier en 2022.

« Vers une obsolescence étatique programmée ? Le dépassement de l'Etat à l'ère du tout numérique », in M. Chambon et P.-M. Raynal (Dir.), *L'identité de l'Etat dans la mondialisation*, à paraître aux éditions Pedone en 2022.

« Souveraineté européenne : réflexions sur les usages d'un discours politique » in F.-V. Guiot, *La Souveraineté européenne*, à paraître en 2022

« La Cour de justice de l'Union européenne et les choix de politiques publiques des Etats », in E. Carpano, G. Marti (Dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, pp. 93-104.

« L'influence de la doctrine sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne », in B. Bertrand et L. Clément-Wilz (Dir.), *Méthodes et stratégies dans l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2021, pp. 239-249.

« Fragments d'un discours européen amoureux », in *Transformations et résilience de l'Etat. Entre mondialisation et intégration, Liber amicorum en hommage à Jean-Denis Mouton*, Paris, Pedone, 2020, pp. 371-384.

« Utopie(s) et droit. Propos introductifs », in K. Neri (Dir.), *L'Utopie*, Actes de la première Journée de l'EDIEC (Lyon, 7 novembre 2019), collection " Les Cahiers de l'EDIEC " [en ligne], n° 1, Equipe de droit international, européen et comparé, 2020, 96 pages, spéc. pp. 17-26.

« L'exception fondée sur l'identité constitutionnelle, reflet de la spécificité de l'Union européenne », in E. Carpano, G. Marti (Dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, pp. 201-214.

« Les conflits de base juridique », in L. Clément-Wilz (Dir.), *Le rôle politique de la Cour de justice de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2019, pp. 73-100.

« L'effectivité comme instrument de répartition des pouvoirs », in A. Bouveresse et D. Ritleng (Dir.), *L'effectivité en droit de l'UE*, Bruxelles, Bruylant, 2017, pp. 139-160.

« La crise britannique », in *L'idée d'Union européenne de 1926 à 2016 : du projet d'Aristide Briand au retrait du Royaume-Uni*, Belgrade, Pravni Fakultet Univerziteta U Beogradu, 2017, pp. 113-124.

« Les droits fondamentaux et la politique commune en matière d'asile », in L. Solis-Potvin (Dir.), *Politiques de l'Union européenne et droits fondamentaux*, Actes des Treizièmes Journées Jean Monnet, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 317-349.

« Table ronde sur les 50 ans de l'arrêt Costa : de la primauté absolue au dialogue des juges ? » (avec Y. Petit), *Revue du droit de l'Union européenne*, n° 592/2015, p. 553.

« Appartenance et retrait de l'Union européenne », in J.-C. Barbato et Y. Petit (Dir.), *L'Union européenne, une Fédération plurinationale en devenir ?*, Bruxelles, Bruylant, 2015, pp. 135-153.

« Valeurs communes et pouvoir constituant dans l'Union européenne », in L. Solis-Potvin (Dir.), *Les valeurs communes dans l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2014, pp. 101-118.

« L'Union européenne : une nouvelle forme de gouvernance ? », in J.-D. Mouton (Dir.), *L'Etat dans la mondialisation*, Actes du 45^{ème} colloque de la SFDI, Paris, Pedone, 2013, pp. 547-562.

« Confédération », « Fonctionnalisme », Reconnaissance mutuelle », in E. Jouve, J.-P. Bled et C. Réveillard (Dir.), *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, 2013.

« Retrait », in V. Charléty, F. Lafarge, M. Mangenot, C. Mestre, S. Schirmann, *Encyclopédie de la gouvernance européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2015.

« La conciliation entre les droits et libertés dans la mise en œuvre des libertés communautaires de circulation », in L. Solis-Potvin (Dir.), *La conciliation entre les droits et libertés dans les ordres juridiques européens*, Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 283-317.

« Droits fondamentaux des États et Fédération », in J.-C. Barbato et J.-D. Mouton (Dir.), *Vers la reconnaissance de droits fondamentaux aux Etats Membres de l'Union européenne*, Bruylant, 2010, pp. 269-290.

Contribution à l'ouvrage collectif Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (Dir.), « Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne », Paris, PUF, 2016, 3^{ème} édition, note sous CJUE, 28 avril 2011, El Dridi, aff. C-61/11 et CJUE, GC, 16 avril 2013, Espagne et Italie c/ Conseil, aff. C-274/11 et C-295/11.

ARTICLES

Le Royaume-Uni menace de déclencher l'article 16 pour mettre fin au protocole irlandais en contrariété avec ses obligations internationales, publication en ligne sur le site du think tank juridique

« Le Club des juristes » (<https://www.leclubdesjuristes.com/brexit/le-royaume-uni-menace-de-declencher-l'article-16-pour-mettre-fin-au-protocole-irlandais-en-contrariete-avec-ses-obligations-internationales/>)

« La conférence nationale sur l'avenir de l'Europe : un exercice de démocratie participative innovant à l'issue incertaine », *RAE-LEA* n°3/2021, pp. 473-477.

« Ce que l'Union européenne fait au concept de territoire », – Federalismi.it – *Rivista di Diritto Pubblico Italiano, Comparato, Europeo*, n° 31/2020, p. 83-96.

« Algorithmes et droits humains : état des lieux des risques et préconisations », *RPPI*, n°2/2020, n° 13, pp. 15-18.

« Concilier l'excellence et la confiance en matière d'intelligence artificielle. Le Livre blanc de la Commission européenne cherche à réaliser la quadrature du cercle », *RPPI*, n°1/2020, pp. 21-24.

« L'intégrité du droit de l'Union européenne. Recherches sur l'effectivité et les potentialités d'un principe matriciel du droit de l'Union européenne », *Annuaire de droit européen 2017* (parution 2019), pp. 99-118.

« Société civile vs citoyenneté européenne : réflexions sur les structures de légitimation de l'UE », *Civitas Europa*, n° 1/2018 (vol. 40), pp. 89-105.

« Les valeurs communes de l'Union européenne et la question du pouvoir constituant », *Revue de l'Union européenne*, n° 613/2017, pp. 611-615.

« Ce que l'Union européenne fait à l'Etat. Recherches sur l'incidence de l'appartenance à l'Union européenne sur les Etats-nations », *Civitas Europa* n° 38/2017, pp. 319-336.

« Le Brexit : déclin ou renouveau du projet européen ? », *RAE-LEA*, n°4/2016, pp. 263-271.

« Multilinguisme et identité constitutionnelle », *RAE-LEA*, n° 3/2016, pp. 419-428.

« Le Brexit à l'aune de la citoyenneté européenne », *Revue de l'Union européenne*, n° 602/2016, pp. 533-536.

« La société civile européenne, alternative au peuple européen ? », *Revue de l'Union européenne*, n° 600/2016, pp. 442-447.

« Territoire(s) de l'Union européenne », *Civitas Europa*, n° 34/2015, pp. 25-39.

« L'avenir de la primauté : le dialogue des juges ? », *Revue de l'Union européenne*, n°593/2015, pp. 638-648.

« La métaphore constitutionnelle », *Annuaire de Droit de l'Union européenne*, 2014 (parution 2015), pp. 167-180.

« Quelle légitimité pour la norme supranationale européenne ? », *Politeia* n° 25/2014, pp. 141-153.

« L'arme politique (le droit constitutionnel hongrois aux prises avec le droit européen) », *RAE-LEA* n°3/2013, pp. 483-493.

« Construcción política de la Unión Europea y poder constituyente », *Teoría y Realidad Constitucional*, n°32/2013, pp. 309-322.

« Le statut contentieux du droit constitutionnel devant la Cour de justice de l'Union européenne », *Politeia*, n° 22/2012, pp. 345-361.

« L'UE-compatibilité de la question prioritaire de constitutionnalité », *Lexbase Hebdo*, n°242/2012.

« L'office du juge communautaire dans le contentieux des contrats », *RFDA* 2011, pp. 601-609.

« Les accords interinstitutionnels, source du droit constitutionnel de l'Union européenne ? », *Politeia*, n°8/2005, pp. 215-228.

COMMENTAIRES

« Maintien en rétention en cas de demande d'asile à des fins dilatoires : le droit français conforme à la directive "accueil" », note sous CE, 6 mai 2019, n° 416088, *JCP A* 2019, comm. 2296.

« La condamnation de la France pour violation de l'article 3 de la Convention EDH oblige l'administration à octroyer la protection subsidiaire », note sous CE, 3 oct. 2018, n° 406222, *JCP A* n° 5, 2019, comm. 2090.

« L'arrêt Wightman du 10 décembre 2018 : la réversibilité du retrait au service de l'irréversibilité de l'intégration ? », *RAE-LEA*, 2018/4, pp. 729-737.

« L'exclusion de la qualité de réfugié pour « agissements contraires aux buts et principes des Nations-Unies » : une notion aux contours stricts et au maniement encadré », note sous CE, 11 avril 2018, n° 410897, *JCP A* n° 41, 2018, 2261.

« L'ouverture de la protection subsidiaire aux étrangers en cas de « violence aveugle » sur leur trajet de retour », note sous CE, 16 octobre 2017, n° 401585, OFPRA c/ Stanikzai, *JCP A*, 2018, 2083.

« Expulsion possible des déboutés de l'asile pendant la trêve hivernale : une réponse - insatisfaisante - à la surcharge des centres d'accueil des demandeurs d'asile », note sous CE, 21 avril 2017, *JCP A*, n°48/2017, 2293.

« L'hébergement d'urgence des étrangers devant quitter le territoire : obligations à la charge de la collectivité et office du juge de l'urgence », note sous CE, sect., 13 juill. 2016, n° 400074, Ministère des Affaires sociales et de la Santé), *JCP A* n° 49/2016, 2318.

« Incidences de l'absence de décision fixant le pays de destinations sur le contentieux de l'éloignement et du placement en rétention », note sous CE, avis, 14 déc. 2015, n° 393591, *JCP A*, 2016, 2160.

« L'ouverture – limitée – du prétoire du juge des référés à l'étranger retenu ou assigné en cas de changement de circonstances », note sous CE, ord. réf., 11 juin 2015, n° 390704, Ministère de l'Intérieur c/ Khizaneishvili, *JCP A*, 2016, 2076.

« Le régime juridique restrictif des visas au titre de l'asile », note sous CE, ord., 9 juillet 2015, n° 391392, Min. Intérieur c/ MM. A., *JCP G*, 2015, 1035.

« Vade-mecum du nouveau règlement « Dublin III » à l'intention de l'administration », note sous CE, ord., 4 mars 2015, n° 388180, Diallo, *JCP A*, 2015, 2190.

« La fraude à la charité publique, motif légal d'éloignement des citoyens de l'Union européenne ? », note sous CE, 1er oct. 2014, n° 365054, Dumitro, *JCP A*, 2015, 2163.

« Droit d'être entendu dans le cadre d'une mesure d'éloignement : un pas en avant, deux pas en arrière », note sous CE, 4 juin 2014, n° 370515, Halifa, *JCP A*, 2014, 2355.

« Le refus de l'égalité entre les sexes, obstacle à l'acquisition de la nationalité française par mariage », note sous CE, 27 nov. 2013, n° 365587, *JCP A*, 2014, 2083.

« Le Conseil d'État et les mutilations génitales féminines : une protection en demi-teinte », note sous CE, ass., 21 déc. 2012, n° 332491, Mlle F et n° 332492, Mme F, *JCP A*, 2013, 2229.

« Le Conseil d'État et l'orientation sexuelle des prétendants à la qualité de réfugié: vers une protection renforcée », note sous CE, 27 juill. 2012, Mbwene, *JCP A* 2012, 2397

« Droit à un recours effectif et procédure d'asile prioritaire : la pratique des autorités françaises sous les fourches caudines de la Cour de Strasbourg », note sous CEDH, 2 févr. 2012, I. M. c/ France, *JCP A* 2012, 2212.

« Règlement « Dublin II » : l'administration a l'obligation de prendre en charge l'intégralité du transfert du demandeur d'asile en cas de réadmission », note sous CE, ord., 11 oct. 2011, Madayev, *JCP A* 2012, 2024.

« Le système « Dublin » à l'épreuve de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », note sous CEDH, gde ch., 21 janv. 2011, M. S. S., *JCP A* 2011, 2367.

« Contrôle de conventionnalité et question prioritaire de constitutionnalité en droit des étrangers », note sous CE, 8 oct. 2010, Kamel D., *JCP A* 2011, 2263.

« L'arrêt Melki de la Cour de justice de l'Union européenne, la clef d'un pluralisme constitutionnel renforcé ? », commentaire sous CJUE, 22 juin 2010, Melki, *RAE-LEA*, n° 4/2009-2010, pp. 889-904.

« Protection des données personnelles : annulation partielle du décret instituant le fichier ELOI », commentaire sous CE, 30 décembre 2009, Association SOS Racisme et autres, *JCP A*, 2010, 2148.

« Injonction et protection de la vie familiale des étrangers », note sous CE, 27 mars 2009, M. Benarab et CAA Paris, 4 juillet 2008, M. et Mme Wu, *L'Europe des libertés*, n°32/2010, pp. 6-11.

CHRONIQUES

Co-Direction de la chronique « Intelligence artificielle et droit », (avec L. Cluzel-Métayer et S.Merabet), parution annuelle au *JCP G*, depuis 2020.

Direction de la chronique de jurisprudence « droit des étrangers », parution semestrielle au *JCP A*, 2011-2020.

Participation à la chronique de jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, sous la direction de MM. Loïc Azoulai et Dominique Ritleng, *Annuaire de droit européen*, vol. V-2007, pp. 521 et s., *Annuaire de droit européen*, vol. VI-2008, pp. 725 et *Annuaire de droit européen*, vol. VII-2009, pp. 503 et s.

Participation à la chronique de jurisprudence des arrêts de la Cour administrative d'appel de Nancy, sous la direction de MM. Daniel Giltard et Benoît Plessix, (références de publication : *JCP A* 2005, 1385 ; *JCP A* 2006, 1119 ; *JCP A* 2006, 1229 ; *JCP A* 2007, 2087 ; *JCP A* 2007, 2271 ; *JCP A* 2008, 2083 ; *JCP A* 2008, 2283 ; *JCP A*, 2009, 2111).

RECENSIONS D'OUVRAGES

Recension d'ouvrage dans la *Revue trimestrielle de droit européen* :

- Thierry RONSE, *Les compétences de l'UE*, commentaire Mégret, Bruxelles, éditions de l'université de Bruxelles, 2017, 364 pages.
- Brunessen BERTRAND, *Les catégories juridiques du droit de l'UE*, Bruxelles, Bruylant, 2016, 442 pages.
- Spyridon FLOGAITIS, *The Evolution of Law and the State in Europe. Seven lessons*, Hart publishing, Oxford and Portland, Oregon, 2014, 100 pages.
- Alain PELLET, Alina MIRON (Dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence française de droit international public*, préf. R. Abraham, Dalloz, 1ère édition, 2015, 783 pages.
- Romélien COLAVITTI, *Le statut des collectivités infra-étatiques européennes. Entre organe et sujet*, préf. Rostane Mehdi et Marie-Pierre Lanfranchi, Bruxelles, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, 2015, 805 pages.
- Katrin NYMAN-METCALF and Ioannis F. PAPAGEORGIOU, *Democracy through Regional Integration*, Intersentia, 2015, 157 pages.
- Vasiliki KOSTA, *Fundamental rights in EU internal market legislation*, Bloomsbury, Hart publishing, 2015, 330 pages.
- Nicola Lupo et Cristina Fasone (ed.), *Interparliamentary cooperation in the composite European constitution*, Oxford and Portland, Oregon, Hart publishing, 2016, 366 pages.
- Caroline Naômé, *Le pourvoi devant la Cour de justice de l'Union européenne*, préf. Allan Rosas, Bruxelles, Larcier, coll. Europe(s), 2016, 268 pages.

INTERVENTIONS ORALES (COLLOQUES)

Résonance autour du spectacle « La réponse des hommes », mis en scène par Tiphaine Raffier, évènement organisé par le Théâtre National Populaire de Villeurbanne et l'université Lyon 2 (7 février 2022).

« Democracy and market in the European Union », conférence de rentrée solennelle du master de droit européen de l'université de Bologne, 17 novembre 2021.

« Le Parquet financier européen : vers l'instauration d'un espace commun de justice pénale dans l'UE », conférence organisée par le Mouvement Européen Lyon Rhône avec Mme Sylvie Guillaumen députée européenne (18 mars 2021).

« **Vers une obsolescence étatique programmée ? Le dépassement de l'Etat à l'ère du tout numérique** », Intervention au colloque de Cergy sur « L'identité de l'État dans la globalisation. Pour une lecture politique et une approche sceptique des conséquences de la globalisation sur le phénomène étatique », 6-7 février 2020.

« **Migration and asylum policy system: challenges and perspectives. The French case** », Projet MAPS (Migration and Asylum Policies Systems), Dir. Prof. Cataldi, Università degli studi di Napoli L'Orientale, septembre 2019, Naples, Italie.

« **Les lieux et modes d'expression du discours politique sur la souveraineté européenne** », intervention au colloque de Toulouse sur « la Souveraineté européenne », 26-27 septembre 2019.

« **Identité européenne et identités nationales : du conflit au dialogue** », communication au colloque international sur « Les identités en conflit en Europe (XXIe siècle) », école française de Rome, 17-18 juin 2019.

« **La Cour de justice de l'Union européenne et les choix de politiques publiques des Etats** », intervention au Congrès annuel de la CEDECE « démocratie et marché dans une Union en crise », Université Lyon 3, 13-14 juin 2019.

« **L'influence de la doctrine sur la jurisprudence en droit de l'UE** », intervention au colloque de Rennes sur « Les méthodes de l'UE » (novembre 2018).

Intervention au colloque annuel de la CEDECE sur « Les bases conceptuelles du droit de l'UE. Pour une théorie générale de l'intégration » (Tours, juin 2018).

« **L'exception fondée sur l'identité constitutionnelle, reflet de la spécificité de l'UE ?** », intervention au colloque de Lyon sur « L'exception en droit de l'UE » (octobre 2017)

« **Les conflits de base juridique** », intervention au colloque de Limoges sur « Le rôle politique de la Cour de justice de l'Union européenne » (octobre 2017)

« **La crise britannique** », intervention au colloque de Belgrade sur « L'idée d'Union européenne de 1929 à 2016 : du projet Briand au retrait du Royaume-Uni » (novembre 2016)

« **La neutralité de la Cour de justice de l'Union européenne** », intervention au colloque de la Promotion 2014 d'agrégation de Droit public sur « La neutralité » (Université de Tours, octobre 2016)

« **L'effectivité, instrument de répartition des pouvoirs** », intervention au colloque de Strasbourg sur « Le droit de l'Union européenne à l'aune de l'effectivité » (juin 2016)

« **Ce que l'Union européenne fait à l'Etat** », Communication au colloque institutionnel de l'IRENEE sur « le droit à l'Etat », Faculté de Droit de Nancy (octobre 2015)

« **La métaphore constitutionnelle** », intervention au colloque organisé par M.-C. Runavot et S. Roland au Sénat sur « la nature juridico-politique de l'Union européenne » (décembre 2014).

« **L'avenir de la primauté : le dialogue des juges ?** », intervention à la journée d'études sur « les 50 ans de l'arrêt Costa c/ ENEL » organisé par Y. Petit et G. Marti (IRENEE, octobre 2014).

« **Quelle source de légitimité pour la norme supranationale européenne ?** », intervention au colloque d'Angers sur la « Souveraineté de l'Etat et supranationalité normative » (octobre 2013)

« **L'arme politique : la procédure de sanction de l'article 7 TUE** », intervention au Colloque de Strasbourg sur « Le droit constitutionnel national aux prises avec le droit européen : l'exemple de la Hongrie » (octobre 2013)

« **L'appartenance et le retrait de l'Union européenne** », intervention au colloque de Nancy « L'Union européenne, Fédération plurinationale ? » (IRENEE, avril 2013)

« **Droits fondamentaux et politique commune en matière d'asile** », intervention aux 13èmes Journées du Pôle européen Jean Monnet, « Droits fondamentaux et politiques publiques de l'Union européenne » (Université de Lorraine, janvier 2013)

« **L'union européenne : une nouvelle forme de gouvernance ?** », intervention au 45^{ème} colloque de la SFDI, « l'Etat dans la mondialisation » (Nancy, juin 2012)

« **Le statut contentieux du droit constitutionnel devant la Cour de justice de l'Union européenne** », intervention au VIII^e Congrès de l'AFDC (Nancy, juin 2011)

« **Valeurs communes et pouvoir constituant dans l'Union européenne** », intervention aux 11èmes journées du Pôle européen Jean Monnet, « Les valeurs communes dans l'Union européenne » (Université de Metz, décembre 2010)

« **L'office du juge communautaire et le contrat** », intervention au colloque de Nancy sur l'office du juge et le contrat (novembre 2010)

« **La question prioritaire de constitutionnalité : continuité ou rupture dans le dialogue entre juridictions nationales et Cour de justice de l'UE ?** », intervention aux journées franco-polonaises à l'Université Jagellonne de Cracovie (octobre 2010)

« **La conciliation entre les droits et libertés dans la mise en œuvre des libertés communautaires de circulation** », intervention aux 10èmes journées du pôle européen Jean Monnet, « La conciliation entre les droits et libertés dans les ordres juridiques européens » (Université de Metz, décembre 2009)

« **Droits fondamentaux des Etats et Fédération** », intervention à la journée d'études de l'IRENEE (Nancy, avril 2009)

« **La balance des intérêts et le principe de proportionnalité dans la jurisprudence communautaire** », intervention à la journée d'études des doctorants de droit public de l'IRENEE (Nancy, avril 2008)

« **Les accords interinstitutionnels, source du droit constitutionnel de l'Union européenne ?** », intervention au VI^e Congrès de l'Association française de droit constitutionnel (Montpellier, juin 2005)

- Intervention et participation à des séminaires de recherche :

« Union européenne : état des lieux d'un modèle d'intégration juridique en crise(s) », intervention au 6^e séminaire doctoral franco-brésilien, université Lyon 3, jeudi 20 juin 2019

Intervention au colloque organisé par J.-S. Bergé à Lyon III : « La pratique du droit européen (UE) par le juge judiciaire – étude de cas » (juin 2015)

« Le dialogue des juges constitutionnels et européens et la dynamique de la protection des droits fondamentaux en Europe », intervention à l'Université d'été organisée par l'IRENEE (Université de Lorraine, juillet 2012)